

ANALYSE DE LA PRESSE

Mai 2014

1. A la une : le meeting du premier ministre turc en Allemagne
2. Dossier du mois : l'explosion meurtrière dans la mine de Soma
3. Turquie
4. Economie
5. Turquie – Europe
6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2014)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A LA UNE : le meeting du premier ministre turc en Allemagne

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a tenu un meeting à Cologne en Allemagne, le samedi 24 mai. Organisé officiellement pour les dix ans de l'association Union des démocrates turcs européens, avec deux semaines de retard suite à la catastrophe minière de Soma, le meeting a été considéré comme l'entrée en campagne officieuse du premier ministre à l'occasion des élections présidentielles en Turquie en août. « En février, avant les municipales, M. Erdogan avait tenu un meeting similaire à Berlin. » (*Le Point.fr*, AFP, 24/05/2014)



Photo: AP/Martin Meissner

Le Premier ministre turc s'est exprimé devant environ 15 000 personnes réunies dans Lanxess Arena, le plus grand stade couvert du pays. « Nous continuons à soutenir l'intégration de la communauté turque en Allemagne (...), mais si l'on parle d'assimilation, nous disons non », a-t-il déclaré, très applaudi. En 2008, lors d'un précédent discours tenu en Allemagne, M. Erdogan avait provoqué un véritable scandale en déclarant qu'à ses yeux, « l'assimilation était un crime contre l'humanité. » (*Le Monde.fr*, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014)

« Le premier ministre s'en est également pris à la presse allemande. "Une partie des médias, ici, malheureusement ont utilisé le drame de Soma pour m'insulter et insulter la Turquie", a déclaré M. Erdogan, faisant référence implicite à la couverture très sévère du Spiegel à son encontre. » (*Le Monde.fr*, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014)

Un million et demi d'électeurs turcs en Allemagne

« S'il n'a toujours pas officialisé sa candidature pour le scrutin qui se déroulera les 10 et 24 août, M. Erdogan ne cache plus son ambition d'être le premier président turc choisi par le peuple. » (*Le Monde.fr*, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014) « Pour la première fois, les Turcs de l'étranger seront eux aussi appelés aux urnes [dans les pays où ils résident] - grâce à une réforme du code électoral initiée par Erdogan. » (*Libération*, Nathalie Versieux, 23/05/2014) « L'Allemagne, qui compte 2,6 millions de citoyens turcs, dont 1,5 million d'électeurs, constitue donc un vivier de vote important en vue de la présidentielle. » (*Le Monde.fr*, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014)

Manifestations

« La communauté turque allemande est pourtant loin d'être unanime au sujet de Recep Tayyip Erdogan. Plus de 40 000 Turcs ont manifesté contre sa venue à Cologne, au cours d'un défilé organisé par notamment par la communauté alévite, branche libérale de l'islam. » (*Le Monde.fr*, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014)

« Les hommes arboraient souvent des casques de chantier portant l'inscription "Soma", en hommage aux 301 mineurs morts dans l'accident le 13 mai à la mine de charbon du même nom. Femmes - non-voilées - et enfants étaient également en nombre dans le cortège. "Taksim est partout, la Résistance est partout", ont en outre entonné les manifestants, à une semaine de l'anniversaire des manifestations pour le parc Gezi qui avaient été à l'origine d'un vaste mouvement d'opposition au Premier ministre islamo-conservateur, l'an passé. » (*Le Point.fr*, AFP, 24/05/2014)

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan persona non grata en Allemagne »

« Le caractère électoral officieux de cette visite ainsi que le contexte de la catastrophe de Soma ont donné lieu à de nombreuses critiques en Allemagne. » (*Le Point.fr, AFP, 24/05/2014*)

« Le maire social-démocrate de Cologne, Jürgen Roters, a qualifié ce rassemblement de "provocation". » (*Le Monde.fr, Frédéric Lemaître, Guillaume Perrier, 25/05/2014*)

« "M. Erdogan, vous n'êtes pas le bienvenu ici!", s'est exclamé samedi le journal populaire Bild. "Nous ne voulons pas de politiciens comme vous", a ajouté le quotidien le plus lu d'Allemagne dans une lettre ouverte publiée dans son édition en ligne. » (*Le Point.fr, AFP, 24/05/2014*)

« La chancelière Angela Merkel avait appelé son homologue turc à faire preuve de "sensibilité" et à démontrer qu'il a le "sens des responsabilités". » (*Le Point.fr, AFP, 24/05/2014*)

« La direction de la CSU, la branche bavaroise de l'Union démocrate chrétienne, [a réclamé] l'annulation pure et simple de la venue de Recep Tayyip Erdogan, tandis que la vice-présidente écologiste du Bundestag Claudia Roth, comme le rapporte le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, demande au Premier ministre turc de présenter ses excuses au président allemand Joachim Gauck. Erdogan avait accusé ce dernier de parler "comme un pasteur", après que celui-ci a condamné l'acharnement des autorités turques contre la liberté d'expression, à l'époque où le Premier ministre avait fait fermer Twitter en Turquie. » (*Slate.fr, Annabelle Georgen, 20/05/2014*)

« "Il est difficilement supportable que M. Erdogan déplace la campagne électorale turque en Allemagne, en tentant un meeting à Cologne", s'indigne de son côté le président de la commission parlementaire des affaires intérieures du Bundestag, Wolfgang Bosbach, de la CDU d'Angela Merkel. (...) Pour les Verts, "Erdogan a perdu tout sens des réalités". Tandis que Die Linke, parti néocommuniste, invite à "protester" contre le meeting. "Nous attendons beaucoup de tact de la part de M. Erdogan, afin que sa venue contribue effectivement à la bonne entente des différentes communautés", souligne le porte-parole du gouvernement allemand, regrettant que cette visite survienne "dans un moment particulièrement sensible". (*Libération, Nathalie Versieux, 23/05/2014*)

2. Dossier du mois : L'explosion meurtrière dans la mine de Soma

La Turquie est secouée par l'explosion d'une mine de charbon à Soma, village de Manisa, depuis le 13 mai. Suite à la plus meurtrière catastrophe de son histoire minière, le pays a décrété un deuil national de trois jours. Les corps des dernières victimes ont été évacués le 17 mai, au terme de quatre jours d'opérations rendues difficiles par les incendies et la présence de gaz toxique, portant le bilan définitif officiel à 301 morts. (*Le Point, AFP, 14/05/2014, Libération, AFP, 17/05/2014*)

Le gouvernement et les responsables d'entreprises cibles des critiques

« Le gouvernement est maintenant sous le feu des critiques et les syndicats appellent les ministres de l'Energie et du Travail à démissionner. (...) La principale formation de l'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), avait demandé il y a trois semaines la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de travail dans les mines de charbon de Soma. L'AKP s'y était opposée. » (*Libération, Ragıp Duran, 14/05/2014*)

« Selon les informations publiées par le quotidien Sabah, Ankara doit en premier lieu rapidement ratifier la convention internationale sur la sécurité et la santé dans les mines de l'Organisation internationale du travail (OIT), entrée en vigueur en 1998 dans les pays signataires, a précisé le quotidien Sabah. Le gouvernement prévoit de renforcer son contrôle sur la sécurité dans les mines, notamment en améliorant la coordination des différentes autorités compétentes en la matière, a ajouté le journal. Selon l'OIT, la Turquie affichait en 2012 le taux de mortalité sur les lieux de travail le plus élevé d'Europe et détenait le troisième rang mondial.

De 2002 à 2012, plus de 1.000 mineurs turcs ont perdu la vie, selon ces statistiques. » (*Le Figaro, AFP, 19/05/2014*)

« Privatisée, la mine avait été rachetée par Soma Holding. "Quand l'Etat gérait cette mine, elle produisait une tonne de charbon à 130 dollars, alors que nous produisons la même quantité pour seulement 24 dollars", se vantait il y a deux ans Alp Gürkan, le PDG de cette société, dans une interview publiée par le quotidien Hürriyet. L'homme d'affaires est un proche de l'AKP. » (*Libération, Ragıp Duran, 14/05/2014*)

« Dans un communiqué, la compagnie minière Soma Komur a estimé que l'effondrement était "un accident tragique". (...) "L'accident est survenu malgré un maximum de mesures de sécurité et des inspections mais nous avons réussi à intervenir rapidement", a assuré l'entreprise. » (*Le Point, AFP, 14/05/2014*)

« Le ministère du Travail a, quant à lui, publié un communiqué dans lequel il affirme que la mine de Soma a été contrôlée en mars et qu'aucune atteinte aux réglementations en vigueur n'a été relevée. Le bureau du procureur régional a lancé mercredi [14 mai] une enquête judiciaire sur cet accident. » (*Le Point, AFP, 14/05/2014*)

Le lendemain de la catastrophe, « lors de son intervention à la mairie de Soma, M. Erdogan a balayé les critiques, donnant des exemples d'accidents survenus dans plusieurs pays occidentaux. » (*Le Point, AFP, 14/05/2014*) « "Les accidents du travail surviennent partout dans le monde", a voulu minimiser M. Erdogan (...). Pour appuyer son propos, le chef du gouvernement turc a cité une série de catastrophes minières du XIXe et du XXe siècle. "Prenez l'Amérique avec toute sa technologie... En 1907, 361 mineurs y sont morts. Ce sont des choses habituelles", a-t-il avancé. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 15/05/2014*)

« Le président de la République, Abdullah Gül, a, lui, choisi des mots d'apaisement lors de sa visite sur les lieux de la catastrophe : "Il faut revoir toutes les normes afin de réduire les risques d'une telle souffrance au même niveau que ceux des pays développés." » (*Le Figaro, Laure Marchand, 16/05/2014*)

Manifestations

Après son discours à Soma, « plusieurs dizaines d'habitants en colère ont hué le Premier ministre, certains scandant "gouvernement démission", malgré un nombre important de policiers qui se sont immédiatement interposés. » (*Le Point, AFP, 14/05/2014*)

« Des images largement partagées sur les réseaux sociaux ont montré le chef du gouvernement, connu pour ses coups de colère, s'en prenant à un habitant de Soma en l'agrippant par le cou et en le traitant d'"espèce de sperme d'Israël". Un responsable du bureau de M. Erdogan a catégoriquement démenti samedi [17 mai] le contenu de cette vidéo. "L'utilisation d'une telle expression est inconcevable", a-t-il assuré à l'AFP. » (*Le Point, AFP, 17/05/2014*)

Par ailleurs, l'acharnement du conseiller du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan contre un manifestant maintenu à terre par deux membres des forces de l'ordre « a provoqué une très vive polémique sur les réseaux sociaux et dans les médias, devenant l'un des sujets les plus discutés sur Twitter dans le monde. » (*Le Parisien, AFP, 15/05/2014*) « Ce directeur de cabinet du premier ministre islamo-conservateur, en poste depuis trois ans, a été limogé mercredi dernier [le 21 mai] par décision des autorités, selon Anatolie. L'assistant avait ajouté au ressentiment populaire en obtenant un certificat médical controversé, affirmant avoir été blessé par ce même manifestant, un mineur qui protestait contre l'arrivée le 7 mai dans le bassin houiller de Soma de M. Erdogan. » (*Le Monde, AFP, 24/05/2014*)

La catastrophe de la mine de Soma a par ailleurs déclenché « une vague d'indignation contre l'entreprise Soma Kömür İşletmeleri, accusée d'avoir privilégié la rentabilité au détriment de la sécurité de ses salariés, et relancé la colère contre le régime islamo-conservateur, soupçonné d'avoir couvert cette course au profit. » (*Libération, AFP, 17/05/2014*)

« Dénonçant la responsabilité du gouvernement dans le "massacre de Soma", les syndicats de la fonction publique ont lancé un appel à la grève. À Istanbul, Ankara, Izmir ou dans d'autres grandes villes, des milliers de membres de syndicats de gauche mais aussi des étudiants sont descendus dans la rue, avant d'être violemment dispersés par les forces antiémeute. » (*Le Point.fr*, 15/05/2014)

« A Izmir, dans l'ouest, la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une foule de 20 000 personnes environ. Kani Beko, président d'un des principaux syndicats d'ouvriers du pays, la DISK (Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie), a été hospitalisé après une violente charge policière, précise l'agence Dogan. » (*Le Parisien, AFP*, 15/05/2014)

« Vendredi [16 mai], les forces de l'ordre ont violemment dispersé, à grand renfort de gaz lacrymogène et de canons à eau, 10.000 personnes qui s'étaient rassemblées à Soma pour exiger la démission du gouvernement de M. Erdogan. Vingt-quatre heures après ces violents incidents, 36 personnes, dont 8 avocats, ont été brièvement détenues samedi [18 mai] pour avoir tenté de faire une déclaration publique, en violation d'un ordre du gouverneur interdisant tout rassemblement. L'association des avocats contemporains (CHD) a indiqué que leurs huit confrères avaient été relâchés en fin d'après-midi. » (*Le Point, AFP*, 17/05/2014)

« Une semaine après la catastrophe minière, plusieurs centaines de personnes et des opposants à Erdogan ont en effet manifesté jeudi [22 mai] dans la soirée à Istanbul contre le gouvernement de l'AKP. » Les heurts, qui ont opposé plusieurs manifestants aux forces de l'ordre ont fait deux morts et neuf blessés. (*Le Parisien.fr*, 22/05/2014)

Les réactions internationales

« Le président François Hollande a proposé mercredi [14 mai] l'"assistance" de la France à la Turquie, après l'accident minier qui a fait plus de 200 morts dans l'ouest de ce pays. Dans un communiqué de l'Élysée, François Hollande a exprimé "sa consternation" après l'explosion dans une mine de charbon du district de Soma, qui a provoqué la mort de 232 mineurs, selon le dernier bilan donné par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan mercredi [14 mai] en début d'après-midi. » (*Le Point, AFP*, 14/05/2014)

« Le président israélien Shimon Peres, en visite à Oslo, a envoyé une lettre de condoléances à son homologue turc. "Quand une tragédie survient nous devons faire tout ce qui est en notre possible pour se venir en aide mutuellement", écrit M. Peres dans cette lettre, dont l'AFP a reçu une copie. » (*Le Figaro, AFP*, 14/05/2014)

« Le pape François a appelé [le 14 mai] les fidèles catholiques du monde à prier pour les mineurs turcs tués dans l'accident de Soma, implorant Dieu de "les accueillir dans sa maison". » (*Le Figaro, AFP*, 14/05/2014)

3. Turquie

Les enquêtes de corruption

« La justice turque a classé sans suite une des trois enquêtes de corruption ouvertes en décembre contre des proches du régime islamo-conservateur turc et a prononcé un non-lieu pour 60 suspects, dont le fils d'un ex-ministre, a rapporté vendredi [2 mai] la presse. Le procureur d'Istanbul responsable du dossier a considéré qu'il n'y avait pas de charges suffisantes pour poursuivre ces personnalités, accusées de malversations dans le cadre de marchés immobiliers gérés par la puissante agence publique du logement (Toki), a précisé l'agence de presse Dogan. Parmi les suspects figuraient un magnat de l'immobilier, Ali Agaoglu, et le fils de l'ancien ministre de l'Environnement, Oguz Bayraktar. Ces personnes avaient été interpellées mi-décembre, dans le cadre d'un vaste coup de filet anticorruption qui a provoqué la démission de trois ministres et a éclaboussé l'ensemble du gouvernement, y compris le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. (...)

M. Erdogan accuse la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen d'avoir fabriqué de toutes pièces ces accusations dans le cadre d'un complot destiné à lui nuire. Il a procédé à de vastes purges dans la police et la magistrature, où l'organisation de M. Gülen est réputée très influente. (...) Parmi ces magistrats figure Zekeriya Öz, un ancien procureur de haut rang à Istanbul qui avait ordonné le placement en garde à vue de plusieurs personnalités proches du régime, avant d'être lui aussi muté, selon l'agence Dogan. L'opposition parlementaire a dénoncé cette vague sans précédent de sanctions comme une volonté d'étouffer les enquêtes. "Le dénouement de ces enquêtes ne sera pas celui souhaité par l'opinion publique", a déploré vendredi [le 2 mai] le chef du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kiliçdaroglu. » (*Le Point*, AFP, 02/05/2014)

« Les députés ont voté lundi 5 mai, à une large majorité, en faveur de la création d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les affaires présumées de corruption, dans lesquelles quatre anciens ministres du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan sont mis en cause par la justice. Cette commission, qui ne devrait pas rendre ses conclusions avant l'automne, soit après l'élection présidentielle prévue en août, sera composée de quinze membres, dont neuf issus du Parti de la justice et du développement (AKP). (...) »

En prélude du vote, les membres de l'AKP incriminés ont tenté de se défendre pour la première fois depuis leur démission – pour trois d'entre eux – du gouvernement. Zafer Caglayan, ancien titulaire du portefeuille de l'économie et proche de M. Erdogan, a ainsi rejeté toute accusation de corruption. (...) A ses côtés, l'ancien ministre de l'urbanisme et de l'aménagement urbain, Erdogan Bayraktar, lui aussi mis en cause, a fondu en larmes. Egemen Bagis (affaires européennes) a dénoncé un "sale complot", orchestré selon lui par des magistrats et des policiers aux ordres de Fethullah Gülen.

Muammer Güler, ancien ministre de l'intérieur, a accusé les procureurs d'outrepasser leurs pouvoirs mais ne s'est pas expliqué sur la découverte de grosses sommes d'argent liquide cachées dans la chambre de son fils. (...) "Mais même si le gouvernement acquitte ces hommes, ils devront rendre des comptes devant la Cour suprême", a averti le député du CHP Akif Hamzaçebi. Pour envoyer les anciens ministres devant les juges de la Cour constitutionnelle, à l'issue de la procédure d'enquête, l'opposition devra toutefois trouver le soutien d'au moins cinquante députés de l'AKP. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 07/05/2014)

« La confrérie Gülen subit la colère d'Erdogan »

Le premier ministre turc réclame l'extradition de son ancien allié Fethullah Gülen, exilé en Pennsylvanie. (...) Mustafa Yesil, un des représentants de cet influent imam exilé aux États-Unis et qui compte des millions d'adeptes, a dénoncé "la campagne de lynchage" conduite par le premier ministre turc contre la communauté religieuse. (...) "La demande d'extradition de M. Gülen est scandaleuse, mais il s'agit juste de déclaration pour son électorat", réagit Mustafa Yesil. (...) À défaut de pouvoir toucher la tête pensante de ce réseau aussi puissant qu'occulte, un procureur d'Ankara vient d'ouvrir une enquête à son encontre et la chasse à ses partisans s'intensifie en Turquie. (...)

Parallèlement à l'enquête visant Fethullah Gülen, les procureurs à l'origine des raids anticorruption de décembre font à leur tour l'objet de procédures judiciaires et 425 inspecteurs, selon le ministère de l'Intérieur, sont mobilisés pour traquer les fonctionnaires soupçonnés d'être responsables des échanges téléphoniques piratés. (...) La fermeture annoncée des "dershane" va représenter un coup dur, car ces établissements privés de soutien scolaire très prisés en Turquie représentent une rentrée d'argent majeure pour la confrérie. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 09/05/2014)

Deuxième procès dans l'affaire Ali Ismail Korkmaz

« Le tribunal de Kayseri (centre) a commencé lundi [12 mai] à entendre les premiers témoins dans le procès de huit personnes, dont quatre policiers, accusés d'avoir battu à mort un jeune manifestant pendant la fronde antigouvernementale de juin 2013 en Turquie.

Environ un millier de manifestants, pour la plupart des jeunes, se sont rassemblés dès le début de la matinée devant le palais de justice de la ville, protégés par un imposant dispositif policier, aux cris de "la

police de l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir) est l'assassin d'Ali" ou "la jeunesse arrive, l'AKP va partir".

Ali İsmail Korkmaz, un étudiant de 19 ans, est mort sous les coups de quatre policiers en civil et de quatre commerçants armés de battes de baseball, en marge d'une manifestation dans la ville d'Eskisehir, à l'ouest d'Ankara, le 2 juin 2013.

Son passage à tabac avait été filmé par des caméras de surveillance. Souffrant d'une hémorragie cérébrale, le jeune homme est mort le 10 juillet 2013 des suites de ses blessures après 38 jours dans le coma. » (*Le Point*, AFP, 12/05/2014)

« Lors de la première audience le 3 février, les quatre policiers, jugés avec quatre commerçants d'Eskisehir, avaient farouchement démenti les accusations pesant sur eux, certains niant même s'être trouvés sur les lieux du drame. (...) La famille Korkmaz a reçu lundi [le 12 mai] le soutien du père d'une autre victime des émeutes de juin, Berkan Elvin. En mars, la mort de cet adolescent de 15 ans après 269 jours de coma a provoqué des manifestations monstres dans les rues de plusieurs villes du pays contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. » (*Le Point*, AFP, 12/05/2014)

Libération de trois journalistes

« Trois journalistes turcs emprisonnés depuis huit ans pour des faits de "terrorisme" ont été remis en liberté jeudi [le 8 mai] en vertu d'une nouvelle loi qui limite la durée maximale de détention provisoire, a-t-on appris auprès du syndicat des journalistes turcs (TGS). (...) Ils avaient été condamnés en novembre 2013 à la prison à perpétuité avec une vingtaine d'autres accusés, reconnus coupables d'appartenance au Parti communiste marxiste-léniniste (MKLP), considéré comme "terroriste" et illégal en Turquie, et d'avoir tenté de "renverser l'ordre constitutionnel par la violence". (...) Le Parlement turc a voté début mars une loi qui a réduit de dix à cinq ans la durée maximale de détention provisoire précédant un procès. La condamnation qui vise les trois journalistes libérés jeudi [le 8 mai] fait l'objet d'un appel. » (*L'Express*, AFP, 08/05/2014)

Les manifestations du 1^{er} Mai à Istanbul

« La police turque a dispersé jeudi [1^{er} mai] à coup de canon à eau et de gaz lacrymogènes des centaines de manifestants qui tentaient de défier l'interdiction de se rassembler pour le 1er Mai sur la Place Taksim à Istanbul, la place emblématique de la contestation contre le gouvernement. » (*Le Point*, AFP, 01/05/2014)

« Les échauffourées se sont poursuivies pendant une partie de la journée dans les rues menant à Taksim, opposant la police à quelques centaines de jeunes, pour la plupart issus de groupes d'extrême gauche, qui l'ont défiée en jetant des pierres et des bouteilles, ont constaté des journalistes de l'AFP. » D'autres manifestations ont été organisées à Kadıköy. (*Le Point*, AFP, 01/05/2014)

Le gouverneur d'Istanbul, Huseyin Avni Mutlu, a justifié mercredi [30 avril] l'interdiction des manifestations en faisant état de menaces de "groupes terroristes illégales" qui auraient planifié des troubles à Taksim. » (*Le Point*, AFP, 01/05/2014) « Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait mis en garde les manifestants la semaine dernière à "abandonner l'espoir" de pouvoir aller sur Taksim, mais les militants de gauche et les syndicats étaient déterminés à braver cette interdiction.

« "Il y a un an, les célébrations du 1^{er} mai avaient déjà été l'occasion de violents incidents autour de la place Taksim, alors fermée pour cause de travaux d'aménagement. Depuis la fronde qui a fait vaciller son pouvoir en juin dernier, M. Erdogan a systématiquement interdit tout rassemblement sur cette place. » (*Le Parisien*, A.D., 02/05/2014)

L'association des avocats progressistes a annoncé qu'« au moins 138 personnes ont été interpellées et 51 autres blessées, pour l'essentiel légèrement, lors de ces incidents. » (*Le Point*, AFP, 01/05/2014) « Selon le gouverneur d'Istanbul, 142 personnes ont été interpellées et 90 blessées, légèrement pour l'essentiel, dont 19 policiers. Quelque 40 000 policiers et une cinquantaine de canons à eau ont été mobilisés, selon les

médias turcs, pour faire respecter le périmètre de sécurité autour de la place Taksim, transformée en camp retranché. » (*Le Parisien, A.D., 02/05/2014*)

« Dans la capitale turque Ankara, la police est également intervenue avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes qui marchaient vers la place Kizilay, théâtre traditionnel des protestations contre le régime islamo-conservateur qui domine le pays depuis 2002. » (*Le Point, AFP, 01/05/2014*)

« Un tribunal turc ordonne l'arrestation d'ex-chefs israéliens »

« Une cour criminelle d'Istanbul a ordonné [le 26 mai] l'arrestation d'ex-chefs de l'armée israélienne pour leur implication dans un assaut qui avait coûté la vie à neuf activistes turcs en 2010 au large de Gaza, selon des sources concordantes. La cour déposera à Interpol une demande de mandat d'arrêt international à l'encontre de quatre anciens responsables militaires israéliens, jugés depuis 2012 par contumace en Turquie, a expliqué à l'AFP un porte-parole de l'organisation caritative islamique turque IHH et un avocat de la partie civile. (...) La décision de la cour intervient alors que des discussions sont en cours depuis plusieurs mois entre Israël et la Turquie pour dédommager les familles des victimes. » (*Le Figaro, AFP, 26/05/2014*)

Palme d'or pour « Winter Sleep (Sommeil d'hiver) » du cinéaste turc Nuri Bilge Ceylan

« La Palme d'or est allée à un cinéaste confirmé, le Turc Nuri Bilge Ceylan, pour Winter Sleep (Sommeil d'hiver – Kis Uykusu). » (*Le Monde, Thomas Sotinel, 26/05/2014*)

« Longtemps très bien placé (deux grands prix du jury et un prix de la mise en scène, en cinq sélections depuis Uzak en 2003), et attendu un jour ou l'autre sur la plus haute marche du palmarès, le Turc Nuri Bilge Ceylan a eu le temps de voir venir la consécration suprême tout au long de la semaine qui aura suivi la projection de Sommeil d'hiver, dès lors presque unanimement désigné en grand favori. Le film est un huis clos choral disséminé entre une douzaine de personnages, chacun servant de révélateur des contradictions et vanités de la comédie humaine. (...) Si le récit ne fait écho en rien à l'actualité tourmentée de la société turque, le cinéaste a consacré l'essentiel et le plus frappant de son court discours de lauréat à dédier son prix à "la jeunesse turque et à tous ceux qui ont perdu leur vie au cours de l'année". » (*Libération, G.Lefort, O. Séguet, D. Péron, S. Champenois, B. Icher et J. Gester, 24/05/2014*)

4. Economie

La banque centrale turque baisse son principal taux directeur

« La banque centrale turque a annoncé jeudi [22 mai] avoir abaissé son principal taux directeur de 10% à 9,5% tout en gardant ses autres taux inchangés (12% et 8%). Le comité de politique monétaire (PPK) a, lors de sa réunion mensuelle, décidé que la politique de resserrement monétaire serait poursuivie jusqu'à ce qu'une amélioration substantielle soit observée en matière d'inflation, a indiqué la banque dans un communiqué sur son site internet. » (*Les Echos, AFP, 22/05/2014*)

Prêt de la BEI pour le projet Marmaray

« La Banque européenne d'investissement (BEI) prêtera 200 M€ de plus pour le projet Marmaray dans lequel elle a déjà investi 1,23 mrd €. Ce projet vise à relier par le chemin de fer les parties européenne et asiatique d'Istanbul à travers le Bosphore. D'une longueur totale de 76 kilomètres, il comprend un tunnel de 14 kilomètres, inauguré en octobre 2013. » (*Econostrum.info, Mathieu Bouchard, 12/05/2014*)

Financement de la Banque Mondiale de l'énergie renouvelable en Turquie

« La Banque mondiale approuve le Fonds de 300 millions de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds de 50 millions de dollars du Fonds de technologie propre pour le Projet d'intégration d'énergie renouvelable en Turquie. Le communiqué de la Banque mondiale précise que le projet vise à prévenir l'émission de gaz à effet de serre, entraînée par la production d'électricité axée sur les combustibles fossiles. Le communiqué indique que le projet contribuera à la croissance rapide des centrales éoliennes à Izmir, Çanakkale et Kırklareli. » (*Turquienews.com, 13/05/2014*)

« EDF EN inaugure un nouveau parc éolien en Turquie »

« Polat Enerji, la filiale turque d'EDF EN (CA 2013 : 1,29 mrd €), inaugure un huitième parc éolien en Turquie, situé à Geycek dans le centre du pays. (...) Bénéficiant de régimes de vent parmi les meilleurs d'Europe, la Turquie, où se multiplient les projets de parc, a fixé un objectif de 20 000 MW d'énergie éolienne d'ici 2023. » (*Econostrum.info, Mathieu Bouchard, 13/05/2014*)

« Le premier des avions Airbus A400M Atlas a été livré aux forces armées turques »

« Le premier avion de transport polyvalent de Turquie "Atlas" a été livré aux forces armées turques. (...) Le président de la République Abdullah Gül a assisté à la cérémonie de livraison à Kayseri. "Nous sommes fiers d'équiper notre flotte de transport aérien avec les appareils de transport militaire international" a déclaré le président Gül, attestant qu'ils allaient continuer à satisfaire les besoins des forces armées turques. » (*Turquienews.com, 13/05/2014*)

« La Turquie vend le pétrole du Kurdistan irakien »

Le ministre turc de l'énergie Tamer Yıldız a annoncé, le 23 mai, que la Turquie a commencé à livrer sur les marchés internationaux du pétrole en provenance de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. Le même jour, « Bagdad a porté plainte contre la Turquie. "Le ministère du Pétrole de la République d'Irak a annoncé "qu'il a envoyé une demande d'arbitrage auprès de la Chambre internationale du commerce (CII à Paris) à l'encontre de la République de Turquie et de son opérateur (...) Botas". » (*Le Figaro, AFP, 23/05/2014*)

Groupe Arche va produire en Turquie

« L'équipementier automobile Groupe Arche va internationaliser sa production alors qu'il fabriquait jusqu'à présent tout en France et en Espagne. Ce fabricant de pièces moulées en alliage d'aluminium pour les moteurs, les boîtes de vitesse, et les embrayages vient de signer un accord avec le fondeur turc Kirpart (groupe Kiraça). Objectif : sous-traiter une partie de ses nouveaux contrats. Le groupe a répondu à des appels d'offres de Renault Nissan et d'équipementiers allemands qui prévoient de localiser une partie de la production en Turquie. » (*Les Echos, Laurent Marcaillou, 20/05/2014*)

5. Turquie - Europe

La campagne pour les élections européennes en France et la Turquie

Durant la campagne pour les élections européennes en France, la candidature turque à l'intégration à l'Union européenne a continué à diviser les partis politiques. « Ecologistes et Front de gauche sont favorables à l'entrée de la Turquie dans l'UE, à condition que celle-ci satisfasse aux critères d'adhésion - notamment le respect des libertés démocratiques. Même approbation côté PS, même si le secrétaire national du parti chargé de l'Europe, Philip Cordery, juge qu'il s'agit "d'une perspective à très long terme".

Le centre comme l'UMP y sont, eux, hostiles – afin que l'Europe "affirme son identité et notre culture commune", explique l'UMP. Ils souhaitent tout de même développer un "partenariat renforcé" avec Ankara. Ces partis veulent par ailleurs donner la priorité à "l'approfondissement" de l'Union, estimant que le fonctionnement actuel de l'UE ne lui a pas permis de digérer correctement ses derniers élargissements. Enfin, le Front national est lui aussi opposé à l'adhésion turque, [sa présidente] Marine Le Pen estimant que l'UE "n'a de sens qu'en tant que club de pays européens, c'est-à-dire faisant partie de la même civilisation". » (*Libération, Laure Equy et Dominique Albertini, 07/05/2014*)

A la suite de leur victoire aux élections européennes, Marine Le Pen a fait appel à François Hollande d'exprimer le veto de la France à l'entrée de la Turquie à l'Union européenne. (*Libération, AFP, 27/05/2014*)

La CEDH condamne Ankara à dédommager les Chypriotes

« La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné lundi [12 mai] la Turquie à verser 90 millions d'euros, au titre de dédommagement moral, aux proches de Chypriotes grecs disparus lors de l'intervention militaire turque de 1974, et à des familles enclavées au nord de l'île. (...) Cette décision complète, treize ans après, un arrêt du 10 mai 2001 dans lequel la Cour de Strasbourg avait reconnu la Turquie coupable de violations "massives et continues" des droits de l'homme à la suite des opérations militaires turques de 1974 et de la division toujours actuelle de l'île. La Cour avait à l'époque repoussée à une date ultérieure le volet de sa décision portant sur le montant des dédommagements dus par la Turquie aux victimes, qu'elle a finalement rendu public lundi [le 12 mai]. Dans leur arrêt de 2001, les juges avaient estimé que la responsabilité de la Turquie ne se limitait pas aux actes commis par les 30 000 soldats turcs qui occupent le nord de l'île, mais s'étendait "aussi aux actes de l'administration locale, qui survit grâce au soutien" d'Ankara. » (*Libération, AFP, 12/05/2014*)

Selon le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, la décision de la CEDH n'est "en aucun cas contraignante au regard du droit international", et elle n'a "aucune signification pour nous", a-t-il ajouté. La décision d'indemnisation est cependant définitive et la convention européenne des droits de l'homme, à laquelle la Turquie a adhéré, est un texte contraignant, rappelle-t-on à la CEDH. M. Davutoglu a également critiqué le "mauvais" moment choisi pour publier la décision de la CEDH, allant à l'encontre "de l'atmosphère psychologique qui entoure les négociations de paix à Chypre", selon lui. » (*Le Parisien, AFP, 12/05/2014*)

6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2014)

L'Express

Les Echos

Laurent Marcaillou

Le Figaro

Laure Marchand

Le Monde

Frédéric Lemaitre
Guillaume Perrier
Thomas Sotinel

Libération

Bruno Icher
Didier Péron
Dominique Albertini
Gérard Lefort
Julien Gester
Laure Equy
Nathalie Versieux
Olivier Séguret
Ragıp Duran
Sabrina Champenois

Le Parisien

Le Point

Slate.fr

Annabelle Georgen

Econostrum.info

Mathieu Bouchard

Turquienews.com

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org